Zoom
sur

Alliance AUKUS : les problèmes de fond des forces sous-marines australiennes

Voilà plus de cent ans que l'Australie accorde une grande importance à ses capacités sous-marines. En signant en 2021 l'accord AUKUS, elle s'est lancée dans un projet colossal, dont la mise en œuvre rencontre dernièrement de nombreuses difficultés.

Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts

Par :

Benjamin Blandin, Doctorant en relations internationales, *Institut catholique de Paris (ICP)*



ix sous-marins de classe Collins exploités depuis les années 1990 par les forces armées australiennes, dans le port de Sydney le 29 mai 2008. Horatio J. Kookabura/Flickr, CC BY-SA

THE CONVERSATION
RECHERCHE

En septembre 2021, l'accord AUKUS est annoncé au grand jour. Ce partenariat stratégique entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (d'où l'acronyme choisi pour le désigner) porte sur l'acquisition par Canberra d'une dizaine de sous-marins à propulsion nucléaire de fabrication américano-britannique – au grand dam de la France.

L'histoire de la force sous-marine australienne n'a été que rarement mentionnée dans cette affaire, alors qu'elle constitue un facteur clé pour comprendre les tenants et les aboutissants de ce partenariat tripartite.

Une histoire ancienne semée d'embûches

L'Australie, en dépit d'une base militaro-industrielle assez limitée, d'un éloignement géographique relatif vis-à-vis de ses alliés occidentaux et d'un territoire faiblement peuplé – trois éléments n'en faisant pas un acteur naturel dans le domaine complexe et coûteux des sous-marins –, dispose de plus d'un siècle d'expérience en la matière.

En 1914, durant la Première Guerre mondiale, qui sévit aussi en Océanie, le pays reçoit sa première capacité sous-marine avec la livraison par le Royaume-Uni de deux sous-marins de type « E-class ».


L'escadre australienne entrant dans le port de Simpson, à Rabaul, en septembre 1914.
Wikimedia, CC BY-NC-ND

L'un d'eux disparaît, la même année, lors de la campagne contre la base allemande de Rabaul (aujourd'hui en Papouasie-Nouvelle-Guinée). Le second est rapatrié en Europe et utilisé durant la campagne de Gallipoli.

Une deuxième tentative est initiée en 1919, avec la livraison de six sous-marins britanniques « J-class », mais ces derniers, en mauvais état, passent la plupart du temps en réparation et sont décommissionnés en 1922 après avoir été très peu utilisés. S'ensuit une troisième tentative en 1927 avec trois sous-marins britanniques « O-class », qui ne sont livrés qu'en 1930 et rapatriés en 1931, à nouveau en raison de nombreuses difficultés techniques.

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Australie est dépourvue de force sous-marine, à l'exception d'un submersible néerlandais, le K.IX rebaptisé K9, qui permet de former des hommes à la lutte anti-sous-marine. Cependant, de nombreux marins australiens servent dans la Royal Navy et les ports australiens de Brisbane et de Fremantle voient passer 122 sous-marins américains, 31 britanniques et 11 néerlandais. Entre 1949 et 1969, le Royaume-Uni maintient en Australie une flottille comprenant seulement deux à trois submersibles.

La première force sous-marine australienne véritable remonte donc à l'acquisition de six sous-marins de la classe Oberon, mis en service entre 1967 et 1978. Ces appareils nécessitaient cependant une maintenance très coûteuse (75 % du prix d'achat tous les cinq ans) et près de 85 % des pièces détachées et de soutien ont été fournis par des industriels extérieurs, entravant l'autonomie stratégique du pays.

En 1990, débute la construction des six sous-marins de la classe Collins – premiers sous-marins conçus et fabriqués en Australie dans le chantier naval ASC d'Adélaïde. Exploités entre 1996 et 2003, ces submersibles sont une version améliorée et plus longue du mini sous-marin suédois *Västergötland*.

Cette initiative était ambitieuse, le pays ne disposant pas à l'époque d'un complexe militaro-industriel naval à proprement parler, et son expérience se limitant à la production de navires de taille moyenne et à l'entretien de la classe Oberon. Canberra, via ce projet, souhaite alors gagner en indépendance dans le domaine des systèmes d'armes complexes. Le pays doit importer de nombreux composants et faire appel à l'expertise étrangère, mais la conception de la classe Collins présente l'avantage d'adapter les ambitions du gouvernement aux capacités industrielles nationales.


Les sous-marins de la classe Collins sont une version plus longue du petit sous-marin suédois Västergötland, utilisable par un équipage réduit de 50 personnes. Wikimedia, CC BY

Toutefois, cette expérience rencontre de nombreux problèmes techniques, de la phase de conception jusqu'à la phase d'exploitation et de maintenance. À tel point que moins de 25 ans après la mise en service du premier sous-marin, l'entièreté de la flotte a été jugée inapte, alors que sa durée de vie initiale était fixée à 30 ans. Les autorités australiennes pensaient que ces sous-marins ne pourraient être entretenus que pour une dernière période de sept ans avant l'accord AUKUS. Mais la nécessité de les maintenir en mer jusqu'au début des années 2040, en raison de la difficile mise en œuvre du pacte, exigera une modernisation approfondie et un entretien toujours plus coûteux et complexe.

En 2016, pourtant, Canberra avait signé avec le groupe français Naval Group un contrat qui prévoyait la livraison par la France de huit sous-marins Barracuda « Attack-class » (chiffre plus tard réévalué à douze). La livraison de ces sous-marins diesel, adaptés aux besoins stratégiques de l'Australie et à son opposition de longue date à la technologie nucléaire, était prévue pour le début des années 2030.

Étant donné que la conception, la production et la maintenance des sous-marins de la classe Collins constituaient la seule expérience australienne antérieure, ce contrat offrait à Canberra l'occasion d'accroître son expérience, son expertise et sa capacité industrielle et lui octroyait de surcroît un plus large niveau d'autonomie stratégique. Mais le contrat a été annulé en septembre 2021, entraînant une compensation de 555 millions d'euros versée à Paris et la perte de 3,4 milliards de dollars australiens (2 milliards d'euros) d'investissement initial, après sept années de coopération technique, technologique et industrielle entre les deux nations.

Un avenir tumultueux pour le pacte AUKUS

L'Australie a-t-elle fait le bon choix en se détournant de Paris au profit des sous-marins nucléaires promis par Londres et Washington ? Plusieurs éléments permettent d'en douter.

En ce qui concerne l'exploitation de la propulsion nucléaire des sous-marins, l'Australie ne dispose d'aucune installation ni expertise, technicien, ingénieur ou scientifique spécialisés. De plus, sa Constitution interdit la production, l'enrichissement, le stockage, l'usage et le transit d'uranium et/ou de plutonium enrichi.

La construction à Adélaïde des futurs sous-marins prévus dans le cadre du pacte AUKUS doit débuter à partir des années 2040, soit près de 40 ans après la dernière production d'un sous-marin sur le sol australien. Une situation susceptible de générer une perte de compétences significative, des retards et des coûts supplémentaires. Seule la dernière modernisation prévue pour la classe Collins pourra contribuer à un transfert de savoir-faire pour la construction des nouveaux sous-marins.

En outre, le coût financier se révèle exorbitant. Entre 2020 et 2050, le montant devrait s'élever entre 268 et 368 milliards de dollars australiens (164 à 225 milliards d'euros) pour la livraison de trois à cinq sous-marins américains de classe Virginia et environ huit sous-marins SSN-AUKUS. Les douze sous-marins de Naval Group avaient été négociés pour 56 milliards d'euros (100 milliards de dollars australiens) et leur coût aurait probablement été de 150 milliards de dollars australiens s'ils avaient été conçus avec un système de propulsion nucléaire.

De plus, la classe de sous-marins du pacte AUKUS nécessite l'amélioration et l'agrandissement des capacités du chantier naval de Perth, pour un coût estimé à 4,3 milliards de dollars. 1,5 milliard devront aussi être investis dans la base navale de Henderson.

Ajoutons que l'accord AUKUS devrait être conclu entre 2023 et les années 2050. Pour les États-Unis, cette période de 35 ans représente l'équivalent de neuf mandats présidentiels américains qui risquent d'entraîner des changements de politique intérieure et extérieure susceptibles d'entraver la mise en œuvre du pacte, à l'égard duquel le président nouvellement réélu Donald Trump s'est d'ailleurs montré critique.

Sans oublier que l'élaboration d'une politique cohérente avec quatre modèles différents (Collins, Astute, Virginia et AUKUS) est un défi supplémentaire pour Canberra. Comment former et transférer les équipages et les officiers d'une classe à l'autre ? Pour rappel, l'*AUKUS improved visit and onboarding program* prévu à cet effet devait débuter en 2023. Mais le positionnement permanent des sous-marins ne sera pas donné avant 2027, les sous-marins SSN-AUKUS ne doivent être livrés qu'au début des années 2040 et la livraison de la classe Virginia prévue en 2030 a été retardée.

La production des sous-marins Virginia par Washington est effectivement loin d'être terminée. La capacité de production est ralentie et la rivalité grandissante avec la Chine pourrait motiver les États-Unis à exploiter plus longtemps leur plus récent modèle de sous-marin avant de le livrer à l'Australie.

Dès lors, quel intérêt l'Australie trouve-t-elle dans ce partenariat ? Difficile de répondre à cette question, sachant que le pacte AUKUS inflige à Canberra une perte de temps et d'argent considérable, suscite une détérioration de ses relations avec la France et l'Asean, une tension accrue avec la Chine et peu voire aucune autonomie stratégique à l'horizon.

Ainsi, la volonté du gouvernement australien de faire de l'alliance AUKUS l'alpha et l'oméga de sa stratégie de défense et de considérer ce contrat comme *« trop gros pour échouer » (« too big to fail »)* est pour le moins imprudente. Cet apparent excès de confiance ne correspond pas aux réalités que souligne le *Congressional Research Service*, un *think tank* du Congrès américain, dans un rapport portant sur le pacte et mis à jour en octobre 2024. Ce dernier alerte sur la quasi-impossibilité pour Washington de livrer les sous-marins prévus et conseille aux autorités australiennes de réorienter leurs investissements militaires dans la défense aérienne, les drones et les capacités de frappe de précision à longue portée.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le 20 novembre 2024 – Mis à jour le 2 décembre 2024

A lire aussi

À LA UNE

RECHERCHE

THE CONVERSATION

Tous les tags